

ARABIE SAOUDITE : FICHE PAYS – JUIN 2025



Catégorie OCDE (2025) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A+ / Aa3 / A+

Change : Riyal saoudien (SAR) / Régime de change fixe arrimé à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2060

FORCES

- 25 % des réserves de pétrole mondiales
- Niveau très élevé de réserves de change
- Projet Saudi Vision 2030 pour diversifier l'économie
- Leader géopolitique dans la région

FAIBLESSES

- Economie fortement dépendante des hydrocarbures et des dépenses publiques
- Tensions régionales
- Gouvernance de mauvaise qualité
- Main d'œuvre locale peu qualifiée

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Après plusieurs années de baisse de la production pétrolière, l'Arabie Saoudite semble encline à augmenter sa production en 2025 ; malgré des incertitudes (cadence de la hausse, prix du baril), cela favorisera un rebond de l'activité en 2025 et 2026 (croissance du PIB proche de +3 %). L'activité hors hydrocarbures resterait dynamique en lien avec la hausse de l'investissement, principalement porté par le fonds souverain (PIF), dans le cadre du déploiement de la stratégie Saudi Vision 2030 (méga projets, diversification de l'économie, etc.). L'atteinte des objectifs de Saudi Vision 2030 constituera un enjeu de premier plan pour porter l'activité à moyen / long terme mais dépendra notamment d'une arrivée suffisante d'investissement directs étrangers (IDE).
- Vulnérabilité des comptes publics : Le signe du solde public reste déterminé par les conditions sur le marché du pétrole. Le niveau d'endettement est faible (30 % du PIB) et une notation souveraine avantageuse facilite les levées de dette du Royaume.
- Vulnérabilité extérieure : Dépendant des conditions sur le marché du pétrole, le pays dégagerait de nouveau un excédent courant en 2025 (+3,9 % du PIB selon la Banque Mondiale). L'Arabie Saoudite présente des perspectives positives dans le secteur du tourisme à moyen terme. Le pays cherche à stimuler les IDE et dispose de réserves de change très confortables.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire présente des fondamentaux solides.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : M.B.S Al Saoud, héritier du trône, renforce son emprise sur la gestion du Royaume et cherche à moderniser le pays. Les relations se renforcent avec la nouvelle administration américaine et le Royaume cherche à renforcer la stabilité politique dans la région tout en étendant son *soft power* par ailleurs.
- Climat des affaires : Les réformes se succèdent (loi sur les faillites, investisseurs étrangers majoritaires, privatisations, PPPs, zones économies spéciales) pour renforcer le climat des affaires. Malgré de premiers grains notables, les cibles fixées pour attirer des investisseurs étrangers dans le cadre de Vision 2030 semblent très ambitieuses.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les enjeux d'adaptation à la transition énergétique pousse à terme à se libérer de la prépondérance des hydrocarbures par une diversification de l'économie. Ce processus sera néanmoins très long à mettre en place.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	22,3%	1 Chine	15,3%
2 Japon	20,8%	2 Etats-Unis	11,2%
3 Inde	4,6%	3 E.A.U	10,9%
4 Corée, Républi	3,4%	4 Inde	7,2%
15 France	1,6%	10 France	2,2%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	73,2%	Machinerie méca.	14,1%
Plastiques	6,1%	Véhicules	11,3%
Produits chimiques	3,7%	Machines électriques	11,3%
Machines électriques	2,6%	Combustibles	5,7%
Engrais	1,6%	Métaux précieux	4,5%

Sources : ITC

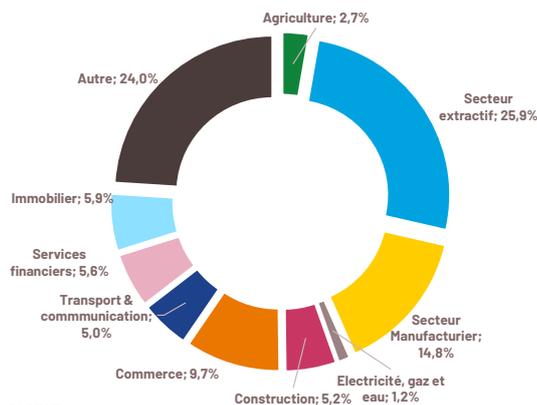


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ARABIE SAOUDITE	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	874	1 109	1 068	1 085	1 084	1 122
<i>Rang PIB mondial</i>	18	17	19	19	19	19
Population (Mns)	30,8	32,2	33,7	35,3	36,0	36,7
<i>Rang Population mondiale</i>	49	48	49	47	47	47
PIB / habitant (USD)	28 396	34 454	31 676	30 747	30 099	30 563
Croissance PIB (%)	5,1	7,5	-0,8	1,3	3,0	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)*	3,1	2,5	2,3	1,7	2,3	2,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	19,6	14,7	14,6	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)*	28,6	23,8	26,2	29,9	29,4	31,6
Solde public (% PIB)*	-2,2	2,5	-2,0	-2,8	-2,3	-2,9
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)*	4,6%	13,6%	3,3%	-0,7%	3,9%	5,7%
IDE (% du PIB)	0,4%	2,5%	1,2%	1,3%	1,5%	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	21,1	19,0	16,5	15,6	14,0	12,9
Dettes extérieures totales (% PIB)	31%	24%	28%	34%	39%	42%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	5,3%	4,6%	5,0%	7,0%	NA	NA
Taux de change**	3,75	3,75	3,75	3,75	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	20	19,7	19,9	19,4	NA	NA
Taux de NPL**	1,9	1,8	1,5	1,4	NA	NA
ROE**	12,9	13,7	14,7	14,9	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	111	104	105	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	7	7	6	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	84	87	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	39	53	48	58	49	NA

Légendes : (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2025), *Banque Mondiale, **SAMA (T3 2024 pour le système bancaire) a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Arabie Saoudite : ventilation sectorielle du PIB en 2023



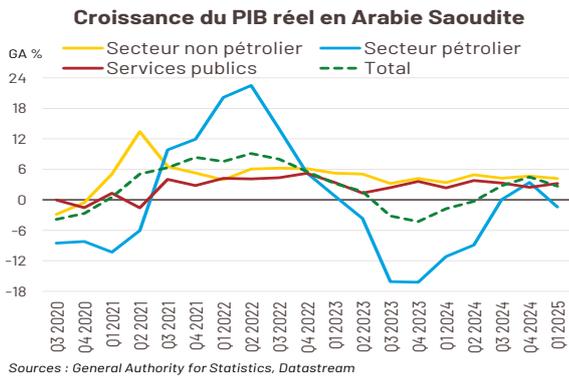
Sources : GASTAT



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond modéré en 2024

Après une année de contraction en 2023 (-0,8 %, avec un repli de -9 % des activités liées aux hydrocarbures), un rebond du PIB a été observé en 2024 (+1,3 %), grâce aux secteurs hors hydrocarbures (+4,3 %) et aux services gouvernementaux (+2,6 %). Une consommation privée dynamique a soutenu les activités de service (+4,1 %). De plus, le développement des secteurs liés au tourisme (12 % du PIB selon le FMI) porte ses fruits (+9,5 % d'arrivées touristiques en 2024).



Le PIB lié aux hydrocarbures a en revanche enregistré un nouveau repli (-4,5 %), affecté par le prolongement de la politique des quotas de production, décidée dans le cadre des accords de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole élargie (OPEP+).

• Reprise de la production pétrolière en 2025

Selon les prévisionnistes, la croissance du PIB serait comprise entre +2,8 % et +3,8 % pour 2025. Si le retour à une croissance positive du PIB pétrolier fait consensus, les écarts de prévision s'expliquent par les différences d'anticipation concernant l'évolution de la production (volume, prix).

En mai 2025, les membres de l'OPEP+ ont décidé d'accélérer le rythme de la production de barils. L'engagement de l'Arabie Saoudite est désormais de 9,5 millions de barils par jour (Mbj) dès le T3 2025 (cf. graphique). Dès lors, l'objectif de production affiché en mars 2025, d'atteindre près de 10 Mbj fin 2026¹, sera probablement atteint avant. En effet, l'Arabie Saoudite souhaite augmenter sa production, quitte à faire face à des prix plus bas², afin de conquérir des parts de marché

¹ Le chiffre prévisionnel de 2026 correspond aux annonces de mars 2025, non actualisées à cette échéance en mai 2025.

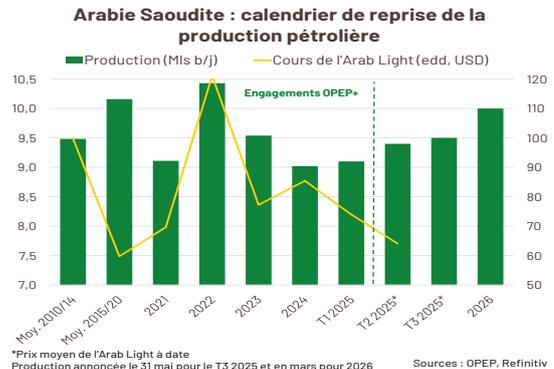
² Le cours de l'Arab Light (référence pour le brut saoudien) était de 64,2 USD en mai 2025 contre 80,5 USD en 2024 et 74,1 USD au T1 2025.

³ Selon une enquête de la Fed de Dallas, les producteurs américains ont besoin d'un prix de 65 USD/b pour réaliser des forages rentables.

⁴ Selon l'EIA, la consommation mondiale de pétrole augmentera de 1 Mbj en 2025 (-0,4 Mbj par rapport à sa prévision initiale) et table sur un prix du Brent de 66 USD en 2025 contre 81 USD en 2024.

à l'export et juguler l'offre mondiale. Cette stratégie, proche de celle entreprise entre 2014 et 2016, vise à compenser la baisse des prix du pétrole par une augmentation de sa production tout en comptant sur le fait qu'un prix bas ne permette pas à certains concurrents, notamment aux États-Unis, de rentabiliser leur production³.

La progression de l'offre de l'OPEP+ creuserait l'écart avec une demande mondiale morose en 2025, notamment liée à la guerre commerciale, et pèserait sur les cours des hydrocarbures⁴. En dehors du canal des prix des matières premières, l'Arabie Saoudite n'est quasiment pas exposée à la vague de politiques économiques américaines, au vu des exemptions de droits de douane sur les combustibles (près de 82 % des exportations vers les États-Unis) et des relations renforcées avec le pays depuis la réélection de D. Trump⁵.



En 2025, la croissance du PIB hors hydrocarbures atteindrait +4,5 %, selon la banque NBD, sous fond de demande interne soutenue qui pourrait bénéficier de potentielles baisses de taux d'intérêt au S2 2025⁶. La croissance de la population⁷ et l'amélioration de la situation sur le marché du travail pour les locaux vont soutenir les revenus et porter les activités de services.

L'investissement privé⁸, lié la politique de diversification (cf. *infra*), sera une composante clé, et pourrait bénéficier de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur l'investissement en 2025. La stratégie Saudi Vision table sur 40 Md USD investis en 2025 puis 70 Md par an entre 2026 et 2030, afin de financer des projets d'infrastructures (logistique et dans le tourisme⁹). D'autres secteurs (construction de logements, aviation,

⁵ L'Arabie Saoudite s'est engagé en janvier 2025 à investir 600 Mds USD sur 4 ans aux États-Unis.

⁶ La Banque centrale calque ses mouvements de taux sur ceux de la Fed et a baissé ses taux de -100 pbd depuis septembre 2024.

⁷ La population a augmenté de +4,7 % en 2024, en lien avec l'arrivée de travailleurs expatriés.

⁸ L'investissement privé en Arabie Saoudite intègre les investissements du fonds souverain (PIF).

⁹ En vue des JO d'Hiver asiatique 2029, de l'exposition Universelle 2030 et de la coupe du monde FIFA 2034.



transports) enregistreraient une hausse de la commande publique.

- **Secteur bancaire stable**

Le secteur bancaire affiche des ratios solides (solvabilité, liquidité et rentabilité). Le niveau de prêts non performants est bas (1,4 % des prêts totaux). La création de la Saudi National Bank, fruit de la fusion de la NCB et Samba Bank en 2021, doterait le pays d'un champion bancaire afin de rivaliser avec les grandes banques concurrentes de la région (E.A.U, Koweït).

- **Perspectives favorables à moyen terme**

A moyen terme, le Royaume s'appuiera sur Vision 2030 comme feuille de route afin de diversifier son économie. Le déploiement de ce plan est essentiellement financé par le fonds souverain (PIF) et le Fonds de Développement National, ainsi que par le secteur public via les retombées de dividendes des sociétés cotées (surtout la société nationale de pétrole Aramco).

L'objectif de Vision 2030 est d'ici 2030 d'augmenter la part du secteur privé dans l'économie à 65 % (47 % actuellement) et que de doubler le PIB non pétrolier par rapport au niveau de 2024¹⁰ (en développant prioritairement les industries de la pétrochimie, des plastiques et l'exploitation minière¹¹). Pour ce faire, quatre canaux sont actionnés : (i) la construction de villes innovantes (NEOM, Qiddiya), (ii) le développement de secteurs cibles (tourisme, technologies, transports, logistique, santé, ENR, sport), (iii) un programme de partenariats (Shareek) pour stimuler le secteur privé et (iv) l'intensification des investissements directs étrangers (objectif d'augmenter les flux entrants d'IDE à 5,7 % du PIB d'ici 2030).

Le déploiement de cette stratégie devrait s'intensifier en 2026, via une hausse des investissements du PIF. Cependant, les ambitions de plusieurs projets ont été revues à la baisse (dont le projet The Line à Neom), notamment en raison de flux d'IDE encore très modérés (cf. graphique ci-après). Si grâce à des réformes¹², le Royaume a attiré les bureaux régionaux de 200 multinationales sur son territoire en 2023, les grands établissements financiers n'ont pas répondu à l'appel et restent établis aux E.A.U avec qui la concurrence demeure élevée. La société Aramco a également

abandonné¹³, au moins temporairement, son projet d'extension des capacités de production pétrolière de 12 MI b/j à 13 MI.



Le renforcement du climat des affaires constitue un pilier central afin d'attirer les IDE. L'introduction d'une loi sur la privatisation et les partenariats public-privés (PPPs) en 2021 s'inscrit dans ce cadre ainsi que le lancement de plusieurs zones économiques spéciales¹⁴ (ZES) qui vise à stimuler l'activité industrielle. D'autres réformes devront toutefois être menées pour garantir la réussite du plan : gestion des arriérés de paiement de l'Etat (qui ont mené à des faillites d'entreprises du secteur de la construction par le passé), évolution du code du travail ou encore révisions du plafond pour les prises de participations des entreprises étrangères (cf. Partie 4). Par ailleurs, les autorités pourraient revoir la stratégie de « saoudisation¹⁵ de l'emploi » pour ne pas contrarier les ambitions de Vision 2030, au risque de générer des pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs.

2. FINANCES PUBLIQUES

L'endettement public a rapidement augmenté (1,6 % du PIB en 2014 à 30 % en 2024), reflétant en deux phases : i) à partir de 2015 à la suite de la chute des prix du pétrole et ii) lors la crise du Covid en 2020 (déficit de -10,7 % du PIB). Grâce à l'introduction de taxes, principalement la TVA, le Royaume parvient peu à peu à réduire sa dépendance aux recettes d'hydrocarbures, qui restent prépondérantes¹⁶. Dès lors, la limitation de la production pétrolière et des prix plus bas depuis 2023 ont conduit à un creusement du déficit public (-2,8 % du PIB en 2024). Malgré un rebond attendu de la production pétrolière (cf. Partie 1), le pays enregistrerait un déficit en 2025 et 2026 (-2,6 % du PIB en moyenne) étant donné le niveau élevé de dépenses, liées aux

¹⁰ L'objectif est de passer de 534 Md USD en 2016 à 1 325 Md USD en 2030 et un niveau de 691 Md USD atteint en 2024.

¹¹ Lancement de la production de zinc, lithium et cuivre dans la zone franche de Ras al Khair en 2026 avec des IDE chinois, indiens et australiens. L'objectif est de couvrir les besoins domestiques à court terme, notamment ceux de l'industrie automobile électrique dont la production s'accéléra en 2026 (marques locales CEER, Lucifer et internationales comme Hyundai) et potentiel à l'export à moyen terme.

¹² Exemption d'impôt sur les sociétés pendant 30 ans, pas d'accès aux appels d'offres publics sans bureau régional localisé en Arabie.

¹³ Cet abandon s'explique par la volonté d'orienter les dépenses vers i) la hausse de +60 % capacités gazières (Jafurah) d'ici 2030 et ii) le versement de dividendes plus élevés au gouvernement et au PIF pour financer les programmes de diversification.

¹⁴ Les ZES offrent plusieurs avantages : exemptions et réductions de taxes, pas de plafond à la part de l'actionariat étranger, régulation favorable à l'emploi d'expatriés, etc.

¹⁵ Phénomène consistant à promouvoir l'emploi de la main d'œuvre locale, en instaurant des quotas par secteurs et tailles d'entreprises et en taxant les expatriés et leur famille.

¹⁶ 62 % du total des recettes en 2024, 88 % il y a dix ans



investissements de Vision 2030 et aux dépenses sociales. Par ailleurs, le gouvernement accusera d'un manque à gagner de près de 9 Md USD par an (soit près de 0,8 % du PIB), du fait du transfert de 8 % de ses parts dans le capital d'Aramco au PIF.

Bénéficiant d'une notation souveraine avantageuse, l'Arabie Saoudite finance ses déficits par d'importantes levées obligataires, avec des maturités longues.

3. POSITION EXTÉRIEURE

Le prolongement des mesures OPEP+ en 2024 a pesé sur l'excédent commercial (+11,1 % du PIB vs. 21,2 % en 2022) tandis que le déficit de la balance des revenus secondaires s'est creusé, menant à un léger déficit courant (-0,7 % du PIB). La Banque Mondiale s'attend à un redressement en 2025 (+3,9 % du PIB) avec toutefois une incertitude concernant le niveau de recettes pétrolières¹⁷ dans un contexte de prix volatils mais bas¹⁸ (cf. Partie 1). A moyen terme, les importations du pays continueraient d'augmenter pour répondre aux besoins de la diversification de l'activité. Au-delà du tourisme religieux, le développement d'autres formes de tourisme (culturel à Al-Ula, sportif à Trojena) offrirait des perspectives favorables à long terme.

Le maintien de l'ancrage du riyal à l'USD n'est pas remis en cause. Le niveau des réserves de change est très confortable (15,6 mois d'importations) et les actifs du PIF (925 Md USD) constituent un coussin de sécurité.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Un homme fort à la tête du Royaume**

En 2017, Mohammed Ben Salmane Al Saoud (MBS, fils du roi actuel) a été nommé premier héritier de la couronne à la place de son cousin Mohammed ben Nayef Al Saoud, et est devenu l'homme fort du pays. Un tournant historique, qui a pu provoquer une scission avec d'autres clans de la dynastie Saoud.

Sous l'impulsion de MBS, l'Arabie Saoudite entre dans une nouvelle ère, avec une volonté de changer le fonctionnement économique du pays en profondeur. Sont visés une moindre dépendance au secteur pétrolier, un allègement de la lourdeur bureaucratique et l'inflexion du modèle d'Etat Providence, qui restera cependant un pilier du Royaume pour préserver le climat social. L'Arabie Saoudite obtient des résultats médiocres en termes d'indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale (liberté d'expression, qualité de la réglementation) et se situe derrière les autres pays du Golfe.

¹⁷ 73 % du total des recettes à l'export (-10 pts par rapport à 2014). Cette part diminue avec le développement des exportations dans la pétrochimie à ce stade.

- **Renforcement du climat des affaires**

De nombreuses actions ont été menées pour améliorer le climat des affaires : nouvelles lois sur les faillites, les privatisations, l'investissement (cf. Partie 1). L'ouverture du capital d'Aramco aux investisseurs et la fin de la règle des 51/49 pour les investisseurs étrangers dans les secteurs non stratégiques (commerce de gros et de détail) sont également des étapes clés pour attirer des IDE. Par le passé, la perception du risque sécuritaire¹⁹ a pu peser sur le climat des affaires, comme cela fut le cas lors des vagues d'arrestations opaques dans le cadre de l'enquête anti-corruption en 2017.

- **Tensions dans la région**

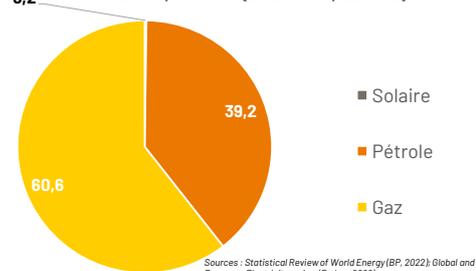
Depuis 2021, le Royaume s'est engagé sur la voie de l'atténuation des tensions diplomatiques avec notamment un dégel des relations avec l'Iran. Le pays cherche à étendre son *soft power* et a dans cet objectif accueilli des pourparlers sur l'Ukraine. L'Arabie conditionne une éventuelle reconnaissance de l'Etat d'Israël à la création d'un Etat Palestinien séparé et s'oppose par ailleurs à la proposition américaine pour Gaza (Riviera du Proche Orient).

Le retour de D. Trump marque une nouvelle étape pour un rapprochement avec les Etats-Unis qui se concrétisera par une augmentation de commandes de matériel militaire. Le rapprochement avec la Russie (pour s'accorder dans le cadre de l'OPEP+) et la Chine (par exemple dans les domaines économiques et militaires) pourraient néanmoins constituer des points de désaccords avec l'administration Trump.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Arabie Saoudite fait face à un risque physique modéré lié au changement climatique, selon les indicateurs du ND-Gain (fragilités pour l'habitat et l'eau). L'Arabie Saoudite fait en revanche face à un risque de transition non négligeable au vu de sa forte spécialisation dans les hydrocarbures. Si les émissions de gaz à effet de serre décélèrent depuis 2014, le pays se classe parmi les pays au monde les plus émetteurs de CO2/habitant.

Arabie Saoudite : production d'électricité par sources, en TWh (2023=356,62 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

¹⁸ Après plusieurs baisses, l'Arabie Saoudite a finalement augmenté ses prix de livraison du brut pour le marché asiatique à partir de juin.

¹⁹ Attaques des Houthis (Mer Rouge), instabilité régionale, etc.



Le pays est signataire des accords de Paris et vise la neutralité carbone à horizon 2060. Le plan Saudi Vision 2030 intègre une dimension énergétique et environnementale, qui consiste à financer le

développement des ENR (énergie solaire) pour qu'elles représentent 50 % de la production d'électricité d'ici 2030. Un objectif très ambitieux étant donné que la part de la production est actuellement proche de 0 %.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.